

**FAITS MARQUANTS DE L'IPBES-3:****12 JANVIER 2015**

L'IPBES-3 s'est ouverte lundi 12 janvier 2015 à Bonn, en Allemagne. Dans la matinée, les délégués ont entendu les déclarations liminaires des dignitaires, des groupes régionaux et des accords environnementaux multilatéraux (AEM), et ont discuté: des questions d'organisation; de la participation à la plateforme; de la vérification des pouvoirs des représentants; et des rapports de la Secrétaire exécutive de l'IPBES Anne Larigauderie et des membres du GEM sur la mise en œuvre du programme de travail pour la période 2014-2018.

Dans l'après-midi, les délégués ont repris leurs discussions sur la mise en œuvre du programme de travail, et ont délibéré au sujet des équipes spéciales sur le renforcement des capacités, les connaissances et les données, et les systèmes de gestion des connaissances autochtones et locales (CAL).

Les délégués ont été invités à une soirée de réception offerte par le gouvernement allemand.

SESSION D'OUVERTURE

Le Président de l'IPBES Abdul Hamid Zakri (Malaisie) a déclaré ouverte l'IPBES-3, en soulignant les progrès accomplis dans la livraison des produits prévus par le programme de travail, ainsi que les 20 ateliers qui se sont tenus au cours de la période intersessions.

La Secrétaire exécutive Larigauderie a souhaité la bienvenue aux délégués en disant "recht herzlich." Evoquant une « année de mise en œuvre très riche pour le premier programme de travail de l'IPBES », elle a rapporté, entre autres: les 14 groupes d'experts mis en place; et le fait que le nouveau cadre conceptuel de l'IPBES se soit avéré un outil solide pour promouvoir la cohérence entre les divers produits.

Jacqueline McGlade, du PNUE, s'exprimant au nom du PNUE, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), a indiqué que les entités de l'ONU continueront de soutenir l'IPBES à travers, entre autres: des accords interinstitutionnels; et des approches interdisciplinaires et transdisciplinaires de collecte et de gestion des données.

Barbara Hendricks, Ministre fédérale allemande de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire, a souligné les questions clés devant être abordées par l'IPBES, notamment l'intégration de la biodiversité, l'utilisation durables et la communication.

Jürgen Nimptsch, Maire de Bonn, a accueilli les délégués dans sa ville en leur souhaitant la bienvenue, et en disant que l'IPBES « occupe parfaitement sa place » parmi les autres organisations internationales qui y ont leur établi leur siège.

La Malaisie, au nom du GROUPE ASIE PACIFIQUE, a soutenu des travaux supplémentaires sur, entre autres: l'évaluation mondiale; et les évaluations dans les domaines thématiques de la pollinisation et des pollinisateurs, des espèces exotiques invasives (EEI), et de la dégradation et restauration des terres.

Le Mexique, au nom du GROUPE DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), a souligné que les évaluations de l'utilisation durable et de la conservation de la biodiversité et des EEI devraient être abordées de la même façon que celle de la pollinisation et des pollinisateurs. Le délégué a salué les progrès accomplis par

l'équipe spéciale sur les CAL, en soulignant qu'il s'agit d'une question centrale pour le GRULAC. La Lettonie, au nom de l'UE, a appelé à l'adoption des « points restés en suspens » à l'IPBES-2, notamment le règlement intérieur et la stratégie d'engagement des parties prenantes.

L'Afrique du Sud, s'exprimant au nom du GROUPE AFRICAÏN, a mis en exergue le renforcement des capacités pour une mise en œuvre réussie du programme de travail. Le délégué a plaidé pour la tenue de réunions conjointes des équipes spéciales pour permettre d'aborder les questions transversales de façon efficace et effective.

La Bosnie Herzégovine, au nom de l'EUROPE ORIENTALE, a signalé que le fait pour la région d'être sous-représentée dans les groupes d'experts est indicateur du besoin d'améliorer les capacités, la coopération régionale et les liens entre corps scientifiques et organes gouvernementaux.

La CDB a indiqué que l'Organe subsidiaire de la Convention chargé de donner des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSASTT) va étudier les moyens pour incorporer les résultats des évaluations de l'IPBES de façon à fonder des synergies. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) a salué la possibilité d'une plus ample collaboration avec l'IPBES sur l'évaluation thématique de l'utilisation durable.

La Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) a mis en avant l'évaluation conduite par la CMS des avantages économiques découlant des espèces migratrices en tant que domaine de synergie possible.

L'organisation Society for Conservation Biology, représentante des Parties prenantes, a souligné les résultats des Journées des parties prenantes qui se sont tenues juste avant l'IPBES-3. Elle a sommé l'IPBES-3 de donner priorité à la discussion sur l'adoption du projet révisé de stratégie d'engagement des parties prenantes.

QUESTIONS D'ORGANISATION

Le Président Zakri a signalé que le règlement intérieur régissant l'IPBES-3 serait celui adopté à l'IPBES-1 et amendé à l'IPBES-2.

Le Président Zakri a présenté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (IPBES/3/1 and Add.1), en suggérant que le compte-rendu des derniers rapports du GIEC par Rajendra Pachauri, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), soit entendu dans la matinée de mardi. Il a également suggéré de compiler un document avec les projets de décisions proposés.

La FRANCE, avec la RUSSIE, s'est dite préoccupée de la programmation de sessions du soir pour les groupes travail alors qu'aucun système d'interpréariat ne sera disponible. La RUSSIE a aussi mis en doute que tel soit vraiment un usage efficace du temps imparti.

La Secrétaire exécutive Larigauderie a fait observer qu'aucun service de traduction n'a été précédemment fourni pour les groupes de travail. Le Président Zakri a indiqué que la programmation de sessions nocturnes est une norme de l'IPBES.

La RUSSIE a souligné que l'IPBES est en cours d'opérationnalisation et qu'il est donc important de s'assurer que ce type de programmation soit en ligne avec les principes adoptés par les autres organisations internationales et AEM. La FRANCE a accepté d'approuver temporairement l'ordre du jour et l'organisation des travaux, à condition que le Bureau se

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Beate Antonich, Kate Louw et Wangu Mwangi. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT), le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette session a été fourni par le Secrétariat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'Équipe du BNT à l'IPBES-3 peut être contactée par courrier électronique via l'adresse suivante: <Kate@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

penche sur la question et transmette à la plénière une proposition pour régler cette question ultérieurement. Les ETATS-UNIS ont estimé que le document compilant les projets de décisions devrait, à ce stade, se limiter à un document de travail.

L'ordre du jour et l'organisation des travaux ont été adoptés ainsi amendés.

Concernant la participation à la Plateforme, le Président Zakri a déclaré qu'au 12 janvier 2015, 123 États membres avaient rejoint la Plateforme.

Concernant l'admission des observateurs à l'IPBES-3, le Président Zakri a indiqué que les observateurs admis à l'IPBES-2 seront automatiquement admis à l'IPBES-3. Il a signalé qu'il y a 67 nouveaux observateurs en demande d'admission à la plénière. ISRAËL s'est opposé à la désignation de la Palestine comme État de Palestine dans la liste des observateurs. Le délégué a exigé que cette objection soit consignée dans les rapports de la réunion.

VERIFICATION DES POUVOIRS DES REPRESENTANTS

Le Président Zakri a indiqué que les pouvoirs transmis seront examinés par le Bureau et que celui en ferait rapport à la plénière plus tard dans la semaine.

RAPPORT DE LA SECRETAIRE EXECUTIVE SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PERIODE 2014-2018

La Secrétaire exécutive Larigauderie a présenté le rapport sur le programme de travail 2014-2018 (IPBES/3/2). Le Co-Président du GEM Mark Lonsdale a détaillé la mise en œuvre du programme de travail. Le Vice-Président de l'IPBES Robert Watson (Royaume-Uni) a présenté quatre options pour faire avancer la mise en œuvre du programme de travail, en notant que le but est de s'attaquer à la charge de travail considérable du personnel du Secrétariat et des experts techniques et de pallier les défauts de financement que présente le budget actuel.

La CHINE a offert d'accueillir l'Unité de soutien technique (UST) pour la région Asie-Pacifique et de fournir un soutien technique, régional et financier pour les évaluations de la région. L'ETHIOPIE a offert des experts techniques et un soutien logistique et financier pour l'UST africaine et les évaluations régionales. ISRAËL a voulu savoir pourquoi aucun des experts israéliens proposés n'a été inclus au GEM.

La NORVÈGE, avec le soutien des ETATS-UNIS, de la NOUVELLE-ZELANDE et du CANADA, a appelé à retarder l'évaluation prévue des océans pour attendre le résultat de l'Évaluation mondiale des environnements marins. Les ETATS-UNIS ont plaidé en faveur de donner priorité aux évaluations thématiques.

La BOLIVIE, la TURQUIE, le BRÉSIL, la COLOMBIE, le PÉROU, le GUATEMALA, ISRAËL et l'ARGENTINE ont exprimé leur soutien à l'option 1 (mise en œuvre de l'actuel programme de travail avec des ajustements mineurs). Réitérant la préférence du GRULAC pour l'option 1, le MEXIQUE a plaidé pour accorder une priorité égale aux trois évaluations thématiques, en signalant que le financement pour les évaluations de l'utilisation durable et des EEI n'a pas été utilisé.

L'UE s'est dite prête à envisager l'option 2 (étalement de la charge de travail sur une période plus longue), en estimant que les échéanciers devraient continuer d'être révisés aux réunions futures de la plénière.

L'INDONÉSIE s'est exprimée en faveur de l'option 3 (charge de travail réduite, davantage d'intégration), en estimant que cette option peut contribuer à réduire la charge de travail tout en promouvant l'intégration.

Le GROUPE AFRICAÏN, avec le JAPON, la SUISSE, la MALAISIE et la BOSNIE HERZÉGOVINE, a appelé à adopter l'option 4 (faible charge de travail, intégration maximale). L'Australie a instamment demandé d'envisager la façon de « ressourcer » adéquatement l'IPBES dans un contexte de pénurie croissante des ressources.

L'INDE a indiqué qu'elle est prête à travailler avec d'autres pour identifier la meilleure option pour poursuivre la mise en œuvre du programme de travail. Le GROUPE AFRICAÏN a indiqué qu'il se maintenait souple concernant une éventuelle modification de l'option 4 pour résoudre les inquiétudes. Le PAKISTAN s'est dit favorable à l'intégration des options 3 et 4.

L'UICN a proposé une « cinquième option » fondée sur les partenariats stratégiques, en signalant que cela permettrait aussi redresser l'accent actuellement mis sur les évaluations en augmentant la capacité d'aborder les trois fonctions restantes de l'IPBES. Le délégué a réitéré l'offre de l'UICN de mettre à disposition du personnel à mi-temps pour les évaluations thématiques et des espaces de travail dans les différentes régions.

L'organisation International Council for Science (ICSU) a souligné la contribution du programme Future Earth aux travaux d'évaluation de l'IPBES. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) a souligné la forte « demande politique et de politiques » pour une évaluation mondiale indépendante de la dégradation et restauration des terres.

PROGRAMME DE TRAVAIL INITIAL DE LA PLATEFORME

EQUIPES SPÉCIALES SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, LES CONNAISSANCES ET LES DONNÉES, ET LES SYSTÈMES DE GESTION DES CONNAISSANCES AUTOCHTONES ET LOCALES:

Renforcement des capacités: Le Secrétariat a présenté les documents IPBES/3/3 et IPBES/3/INF/1.

De nombreuses délégations, y compris le GROUPE AFRICAÏN, la CHINE, l'INDONÉSIE, la SUISSE, la SUÈDE et la MALAISIE, ont salué le travail entrepris par l'équipe spéciale sur le renforcement des capacités et ont approuvé les actions prioritaires identifiées, tout en mettant en garde contre la montée d'expectatives irréalistes concernant les produits de la Plateforme. Le GROUPE AFRICAÏN a appelé à l'évaluation périodique du programme de bourses proposé, afin d'en assurer la pertinence vis-à-vis des besoins en termes de renforcement des capacités.

La FRANCE a souligné le besoin de renforcer, entre autres, les données « lourdes » et sur le long terme pour être en mesure d'observer des tendances. La BELGIQUE a plaidé pour éviter la duplication des efforts et a demandé des éclaircissements au sujet du contrôle qualitatifs et de l'harmonisation des données. L'INDE a souligné le besoin d'étendre progressivement les programmes de renforcement des capacités. Le GUATEMALA a appelé à augmenter les financements pour les programmes de bourses, d'échange et de formation. La BOLIVIE, la CÔTE D'IVOIRE, le COSTA RICA et la SUÈDE ont souligné l'importance des CAL. Le BOTSWANA a plaidé pour des efforts explicites en termes de renforcement des capacités des femmes, des jeunes scientifiques et des décideurs politiques.

L'organisation Global Biodiversity Information Facility (GBIF) a souligné les opportunités générées par le réseau GBIF, notamment le lancement d'une nouvelle initiative de la Commission européenne (CE), conduite par le GBIF, offrant 3,9 millions d'euros sur cinq ans, prévu pour mars 2015.

Connaissances et données, et CAL: Le Secrétariat a présenté les documents IPBES/3/4, IPBES/3/4/INF/2 et IPBES/3/4/INF/3.

La COLOMBIE a plaidé pour plus de clarté sur la façon dont les communautés locales et les peuples autochtones participeront de la prise de décisions. S'exprimant au nom du GRULAC, la déléguée a suggéré de bâtir des ponts entre science et politique « de façon équilibrée ». Le GROUPE AFRICAÏN a souligné que rendre les données disponibles uniquement « en ligne » ne garantit pas leur accessibilité pour tous les États membres. Le délégué a demandé d'éclaircir la définition de l'expression « science ouverte » et ses implications en termes de droits de propriété intellectuelle, et d'assurer que les CAL ne soient pas indument exploitées. L'INDONÉSIE et la MALAISIE ont appelé à reconnaître les droits des porteurs de connaissances, notamment en respectant le principe de consentement libre, et préalable en connaissance de cause.

Les ETATS-UNIS ont suggéré, entre autres, de créer un portail d'information et, avec le ROYAUME-UNI, de clarifier les rôles spécifiques des équipes spéciales et des UST. La BOLIVIE a souligné le besoin d'un mécanisme participatif pour faciliter et renforcer la participation des peuples autochtones à toutes les fonctions de la Plateforme.

Les discussions sur cette question reprendront dans la matinée.

DANS LES COULOIRS

A leur arrivée au Centre mondial de conférences ce lundi matin, où l'on pouvait voir des accolades entre vieilles connaissances, les délégués n'ont pas déploré que « la neige qui couvrirait Bonn lors de l'IPBES-1 il y a deux ans ne soit pas encore au rendez-vous », comme s'en est joyeusement excusé le Président Zakri de l'IPBES dans son discours d'ouverture.

S'il y avait un consensus au sujet de cette aubaine météorologique, les discussions de la plénière de lundi ont été marquées par des divergences sur la façon de concevoir le temps écoulé et le temps disponible. Les inquiétudes concernant l'organisation des travaux qui prévoit des réunions nocturnes parallèles sans services d'interprétariat tout au long de la semaine ont été contrées en rappelant que l'IPBES a toujours organisé ses travaux de la sorte et en reconnaissant que les délégués ont devant eux un ordre du jour chargé. Les divergences ont affleuré également au sujet des propositions d'ajustement du programme de travail, plusieurs membres mettant en question le besoin – et la sagesse – de rouvrir le « Consensus d'Antalya » tout juste un an après l'avoir atteint.

Lorsque les délégués se rassemblaient pour la réception allemande, profitant de leur unique soirée « libre » de la semaine, certains ont estimé que ces discussions d'ouverture montrent bien le fait que l'IPBES est une plateforme ambitieuse souffrant de contraintes budgétaires, temporelles et humaines.